



Assemblée générale

UN LIBRARY

SEP 16 1983

Distr.
GENERALE

A/38/305

19 août 1983

UN/SA COLLECTION

FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS/ARABE/
CHINOIS/ESPAGNOL/
FRANCAIS/RUSSE

Trente-huitième session

Point 78 g) de l'ordre du jour provisoire*

LE DEVELOPPEMENT ET LA COOPERATION ECONOMIQUE
INTERNATIONALE : L'ENVIRONNEMENT

Conventions et protocoles internationaux dans le domaine
de l'environnement

Note du Secrétaire général

Se conformant à la résolution 3436 (XXX) de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1975, le Secrétaire général a l'honneur de communiquer aux membres de l'Assemblée le rapport du Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement sur les conventions et protocoles internationaux dans le domaine de l'environnement (annexe I) ainsi que le sixième supplément au registre des conventions et protocoles internationaux dans le domaine de l'environnement (annexe II). Par la décision 11/7 qu'il a prise en 1983, le Conseil d'administration du PNUE a autorisé le Directeur exécutif à présenter ces documents en son nom à l'Assemblée générale.

* A/38/150.

ANNEXE I

Conventions et protocoles internationaux dans le domaine
de l'environnement*

* Précédemment distribué sous la cote UNEP/GC.11/9.

CONVENTIONS ET PROTOCOLES INTERNATIONAUX DANS LE DOMAINE
DE L'ENVIRONNEMENT

Rapport du Directeur exécutif

Le document ci-après est présenté en application de la résolution 3436 (XXX) de l'Assemblée générale en date du 9 décembre 1975 et de la décision 24 (III) du Conseil d'administration en date du 30 avril 1975. Il constitue un rapport sur les mesures prises en application de cette décision et de la décision 66 (IV) du Conseil d'administration en date du 13 avril 1976 et donne des renseignements sur les faits nouveaux survenus entre le 15 octobre 1981 et le 15 octobre 1982 en ce qui concerne les conventions dans le domaine de l'environnement (sauf la section C qui porte sur les conventions adoptées jusqu'à la fin de décembre 1982), ainsi qu'un résumé des mesures prises pour tenir le Conseil d'administration informé de l'état des conventions et protocoles existants a/.

A. INTRODUCTION

1. Dans sa décision 24 (III), le Conseil d'administration a invité instamment tous les Etats habilités à devenir parties aux conventions et protocoles existant dans le domaine de l'environnement à le faire dès que possible, et a prié le Directeur exécutif d'informer le Conseil d'administration, à chaque session, de la conclusion de nouvelles conventions ainsi que de l'état des conventions existantes en matière d'environnement. Chaque rapport devait comporter des renseignements sur les adhésions, les ratifications et les dates d'entrée en vigueur et indiquer brièvement les décisions des différents gouvernements en matière d'adhésion aux conventions dans le domaine de l'environnement.

2. Ultérieurement, dans sa résolution 3436 (XXX), l'Assemblée générale s'est déclarée préoccupée par le fait que les conventions et protocoles internationaux existant dans le domaine de l'environnement n'avaient pas encore été acceptés ni appliqués aussi largement qu'ils le méritaient et a prié le Conseil d'administration de la tenir chaque année au courant de toutes nouvelles conventions internationales qui seraient conclues dans ce domaine et de l'état des conventions existantes.

3. Les renseignements qui figurent dans le présent rapport proviennent des réponses aux lettres du Directeur exécutif du 2 février et du 12 octobre 1982.

B. DEPOSITAIRES

4. Les pays et organisations internationales ci-après ont fait rapport sur l'état des conventions dont ils sont dépositaires : Allemagne, République fédérale d', Australie, Brésil, Bulgarie, Canada, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Koweït, Mexique, Norvège, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Suède, Suisse, Union des Républiques socialistes soviétiques; Organisation internationale du Travail, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, Organisation maritime internationale, Agence internationale de l'énergie atomique, Conseil d'assistance économique mutuelle, Conseil de l'Europe, Organisation de coopération et de développement économiques, Organisation de l'unité africaine et Organisation des Etats américains.

C. NOUVELLES CONVENTIONS

5. L'attention du secrétariat a été appelée sur 14 conventions internationales dans le domaine de l'environnement, dont certaines ont été récemment adoptées, et qui ne figurent ni dans le document UNEP/GC/INFORMATION/5 ni dans les suppléments 1 à 5 audit document. Il s'agit des conventions suivantes :

- a) Protocole facultatif concernant le règlement obligatoire des différends [à la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires, en date du 21 mai 1963], signé le 21 mai 1963 à Vienne;
- b) Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes, signé le 27 janvier 1967 à Washington;
- c) Protocole concernant la coopération régionale en matière de lutte contre la pollution par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique, signé le 24 avril 1978 à Koweït;
- d) Protocole additionnel à la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international, signé le 10 mai 1979 à Strasbourg;
- e) Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, signée le 23 mars 1981 à Abidjan;
- f) Protocole facultatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique, signé le 23 mars 1981 à Abidjan;
- g) Convention régionale pour la conservation du milieu marin de la mer Rouge et du golfe d'Aden*, signée le 14 février 1982 à Djeddah;
- n) Protocole concernant la coopération régionale en matière de lutte contre la pollution par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique, signé le 14 février 1982 à Djeddah;
- i) Annexe 16, volume II, à la Convention de Chicago sur l'aviation civile internationale*, adoptée par le Conseil le 31 juin 1981 et entrée en vigueur le 18 février 1982;
- j) Protocole concernant les aires spécialement protégées en Méditerranée, signé le 3 avril 1982 à Genève;
- k) Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, signée le 10 décembre 1982 à Montego-Bay;

* Traduction officielle.

l) Protocole de 1980 amendant la Convention sur la conservation des phoques à fourrure du Pacifique nord, signé à Washington le 14 octobre 1980;

m) Convention pour la conservation du saumon dans l'océan Atlantique nord*, ouverte à la signature à Reykjavik du 2 mars au 31 août 1982;

n) Protocole amendant la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine, adopté à Paris le 3 décembre 1982.

6. A la suite de la Conférence sur l'environnement du Pacifique sud, qui s'est tenue à Rarotonga (Iles Cook) en mars 1982, une réunion d'experts juridiques a été convoquée aux fins d'examen :

a) D'un projet préliminaire de convention pour la protection et l'exploitation des ressources naturelles et de l'environnement du Pacifique sud;

b) D'un projet de protocole concernant la coopération en matière de lutte contre la pollution par les hydrocarbures en cas de situation critique dans le Pacifique sud;

c) D'un projet préliminaire de protocole pour la prévention de la pollution du Pacifique sud par les décharges.

Ces trois instruments juridiques seront examinés et révisés au cours de la réunion d'experts juridiques et techniques qui se tiendra à Nouméa, du 24 au 28 janvier 1983.

7. S'agissant de la région du Pacifique sud-est, des négociations ont débuté en septembre 1982, qui portent sur un projet de protocole pour la protection de cette région contre la pollution d'origine tellurique.

8. Deux projets d'instruments concernant les Caraïbes font actuellement l'objet d'un examen en vue de leur adoption en mars 1983; il s'agit des instruments suivants :

a) Projet de convention pour la protection et la mise en valeur de l'environnement marin de la région des Caraïbes;

b) Projet de protocole concernant la coopération dans le domaine de la lutte contre les déversements d'hydrocarbures dans la région des Caraïbes.

D. ETATS DES CONVENTIONS : FAITS NOUVEAUX SURVENUS

9. Antigua-et-Barbuda a adhéré à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, telle qu'elle a été modifiée (1946).

10. L'Australie a adhéré aux amendements à la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures (1954) concernant la protection de la barrière de corail australienne (1971) et la disposition des soutes et les limites à la grandeur des soutes (1971).

11. L'Autriche a adhéré à la Convention sur le commerce international des espèces sauvages de flore et de faune menacées d'extinction (1973).
12. Le Bangladesh a adhéré à la Convention sur le commerce international des espèces sauvages de flore et de faune menacées d'extinction (1973) ainsi qu'à la Convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures (1969).
13. La Belgique n'est plus partie à la Convention sur la conservation des ressources biologiques de l'Atlantique sud-est (1969) et a adhéré au Protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution du milieu marin par des substances autres que les hydrocarbures (1973).
14. Le Belize a adhéré à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, telle qu'elle a été modifiée (1946).
15. Le Bénin a adhéré à la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972).
16. Le Brésil a adhéré à la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets (1972) ainsi qu'à la Convention concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail (1977).
17. Le Burundi a adhéré à la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972).
18. Le Canada a ratifié la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (1979) et n'est plus partie à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, telle qu'elle a été modifiée (1946).
19. Le Chili a adhéré à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine (1971).
20. La Colombie a adhéré à la Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction (1973).
21. Le Danemark a adhéré à la Convention européenne sur la protection des animaux lors de leur abattage (1979), à la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (1979), à la Convention européenne sur la protection des animaux dans les élevages (1976) ainsi qu'à la Convention sur la conservation de la faune et de la flore sauvages européennes et de leurs habitats naturels (1979).
22. Le Salvador a accepté la version révisée de la Convention internationale pour la protection des végétaux (1951).
23. L'Egypte a ratifié la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (1979).

24. La Finlande a accepté la version révisée de la Convention internationale pour la protection des végétaux (1951).

25. La France a approuvé la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (1979) ainsi que le Protocole sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique (1980), elle a ratifié la Convention relative à la conservation des ressources biologiques marines de l'Antarctique (1980) et a accepté les amendements à l'Accord sur la protection des végétaux dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, tel qu'il avait été modifié (1956).

26. Le Gabon a adhéré à la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets (1972), à la Convention internationale sur la responsabilité civile pour des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (1969), à la Convention internationale portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (1971), à la Convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures (1969) ainsi qu'à la Convention relative à la responsabilité civile dans le domaine des transports maritimes de matières nucléaires (1971).

27. La République fédérale d'Allemagne a adhéré à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, telle qu'elle a été modifiée (1946), ainsi qu'à la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (1973).

28. Le Gouvernement grec a adhéré à la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (1969), à la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972), ainsi qu'au Protocole de 1978 concernant la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (1973).

29. La Guinée a adhéré à la Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction (1973).

30. Le Guyana a accepté la version révisée de la Convention internationale pour la protection des végétaux (1951).

31. Le Saint-Siège a adhéré à la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972).

32. L'Inde a ratifié la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (1979) et a adhéré à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine (1971) et au Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes (1969).

33. L'Irlande a ratifié la Convention pour la prévention de la pollution maritime par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (1972) et a adhéré à la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de

l'immersion de déchets (1972), à la Convention européenne sur la protection des animaux lors de leur abattage (1979), à la Convention européenne pour la protection des animaux dans les élevages (1976) et à la Convention sur la conservation de la faune et de la flore sauvages européennes et de leurs habitats naturels (1979).

34. Israël a accepté la version révisée de la Convention internationale pour la protection des végétaux (1951).

35. L'Italie a adhéré à la Convention sur la conservation de la faune et de la flore sauvages européennes et de leurs habitats naturels (1979), à la Convention sur l'interdiction d'utiliser les techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles (1976), au Protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures (1973), à la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (1973) et au Protocole y relatif de 1978.

36. Le Japon a déposé un instrument de ratification de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) et à toxines et sur leur destruction (1972) et un instrument d'acceptation de la Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles (1976).

37. Le Kenya a adhéré à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, telle qu'elle a été modifiée (1946).

38. Kiribati a adhéré à la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets (1972).

39. La République démocratique populaire lao a accepté les amendements à l'Accord sur la protection des végétaux dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, tel qu'il a été modifié (1956).

40. Le Liechtenstein a adhéré à la Convention sur la conservation de la faune et de la flore sauvages européennes et de leurs habitats naturels (1979).

41. Le Luxembourg a adhéré à la Convention européenne sur la protection des animaux lors de leur abattage (1979), à la Convention européenne pour la protection des animaux dans les élevages (1976) et à la Convention sur la conservation de la faune et de la flore sauvages européennes et de leurs habitats naturels (1979) et a ratifié la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (1979).

42. Le Malawi a adhéré à la Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction (1973) et à la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972).

43. Les Maldives ont adhéré à la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures (1954).

44. La Mauritanie a adhéré à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine (1971).
45. Le Mexique a accepté la version révisée de la Convention internationale pour la protection des végétaux (1951).
46. Monaco a adhéré à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, telle qu'elle a été modifiée (1946).
47. Le Gouvernement des Pays-Bas a étendu aux Antilles néerlandaises la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, telle qu'elle a été modifiée (1946). Il a également approuvé (pour les Pays-Bas exclusivement) la Convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (1971), a accepté la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance (1979), et approuvé la Convention sur la conservation de la faune et de la flore sauvages européennes et de leurs habitats naturels (1979). Les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg ont signé, à Bruxelles, un accord concernant la protection de la nature et les sites, qui n'est pas encore entré en vigueur. Enfin, le Gouvernement néerlandais a accepté la version révisée de la Convention internationale pour la protection des végétaux (1951) et a adhéré à la Convention européenne pour la protection des animaux dans les élevages (1976) et le Protocole de 1978 relatif à la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (1973) (à l'exclusion de l'annexe IV à ladite convention).
48. Le Nicaragua a adhéré à la Convention concernant la protection des travailleurs contre les radiations ionisantes (1960) et à la Convention concernant la protection contre les risques d'intoxication dus au benzène (1971).
49. La Norvège a adhéré à la Convention européenne sur la protection des animaux lors de leur abattage (1979).
50. L'Oman a adhéré à la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972).
51. Les Philippines ont adhéré à la Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction (1973).
52. Le Portugal a adhéré à la Convention sur la conservation de la faune et de la flore sauvages européennes et de leurs habitats naturels (1979), à la Convention européenne sur la protection des animaux lors de leur abattage (1979), à la Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique (1969), à la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (1968) et à la Convention européenne pour la protection des animaux dans les élevages (1976).
53. Le Pérou a adhéré au Traité sur l'Antarctique (1959) et à la Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972).
54. La République de Corée a adhéré à l'Accord sur la protection des végétaux dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, tel qu'il a été modifié (1956).

55. L'Arabie saoudite a déposé ses instruments de ratification de la Convention régionale de Koweït pour la coopération en vue de la protection du milieu marin contre la pollution (1978) et du Protocole relatif à la coopération régionale en matière de lutte contre la pollution par les hydrocarbures et d'autres produits dangereux en cas de situation critique (1978).
56. Le Sénégal a adhéré à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine telle qu'elle a été modifiée (1946).
57. Singapour a adhéré à la Convention internationale sur la responsabilité civile pour des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (1969).
58. L'Espagne a adhéré au Traité sur l'Antarctique (1959), à la Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats de la sauvagine (1971), à la Convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures (1971) et à la Convention concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations sur les lieux de travail (1977).
59. Le Soudan a adhéré à la Convention sur le commerce international des espèces sauvages de faune et de flore menacées d'extinction (1973).
60. La Suède a adhéré à la Convention européenne sur la protection des animaux lors de leur abattage (1979).
61. La Suisse a adhéré à la Convention sur la conservation de la faune et de la flore sauvages européennes et de leurs habitats naturels (1979).
62. Les Tonga ont adhéré à l'Accord sur la protection des végétaux dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique, tel qu'il a été modifié (1956).
63. Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord a adhéré à la Convention sur la conservation de la faune et de la flore sauvages européennes et de leurs habitats naturels (1979) et a accepté la version révisée de la Convention internationale pour la protection des végétaux (1951). Il a étendu l'application de la Convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner la pollution par les hydrocarbures (1969) et du Protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution par des substances autres que les hydrocarbures (1973) aux territoires suivants : Anguilla, Territoire britannique de l'Antarctique, îles Vierges britanniques, îles Falkland et dépendances, Montserrat, Groupe de Pitcairn, Henderson, îles Ducie et Oeno, Sainte-Hélène et dépendances, îles Turques et Caïques, Bases souveraines britanniques d'Akrotiri et de Dhekelia de l'île de Chypre.
64. Les Etats-Unis d'Amérique ont adhéré à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière (1979) et ont adopté la version révisée de la Convention internationale pour la protection des végétaux (1951).
65. La Communauté économique européenne a adhéré à la Convention sur la conservation de la faune et de la flore sauvages européennes et de leurs habitats naturels (1979).

E. PAYS N'AYANT FAIT ETAT D'AUCUNE MODIFICATION

66. Les pays ci-après ont indiqué qu'aucune modification n'était intervenue en ce qui concernait leur participation aux conventions multilatérales énumérées dans le registre du PNUE et, dans la plupart des cas, ont adressé au Directeur exécutif la liste des conventions auxquelles ils avaient adhéré : Ethiopie, Finlande, Ghana, Hongrie (n'a adhéré à aucune nouvelle convention), Israël, Mali et Nigéria.

F. REGISTRE DES CONVENTIONS ET PROTOCOLES INTERNATIONAUX
DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT

67. Le Conseil d'administration, dans sa décision 66 (IV) du 13 avril 1976, a prié le Directeur exécutif de continuer à collecter, analyser et présenter systématiquement des données et des informations sur les conventions et accords internationaux dans le domaine de l'environnement.

68. Pour aider les gouvernements à identifier les conventions dans le domaine de l'environnement auxquelles ils peuvent être habilités à devenir parties, conformément à la demande contenue dans la résolution 3436 (XXX) de l'Assemblée générale, et pour fournir régulièrement au Conseil d'administration les renseignements qu'il a demandés dans ses décisions 24 (III) et 66 (IV), une liste des conventions internationales importantes adoptées dans le domaine de l'environnement depuis 1933 a été présentée dans le document UNEP/GC/INFORMATION/5 et ses suppléments. Cette liste constitue le registre des conventions et protocoles internationaux dans le domaine de l'environnement du PNUE qui est mis à jour chaque année au moyen de suppléments; suppléments et registre seront rassemblés en un seul document qui sera publié en 1983. Le PNUE se fonde également sur ce registre et ses suppléments pour identifier et contribuer à surmonter les difficultés qui empêchent les gouvernements de devenir parties aux conventions dans le domaine de l'environnement ou de les mettre en oeuvre.

Note

a/ Il convient de noter que les précédents rapports ont été établis sur la base des renseignements reçus au cours d'une période donnée. Toutefois, en raison de la mise à jour du registre des conventions et protocoles internationaux dans le domaine de l'environnement à laquelle il est procédé, les Etats dépositaires ont fourni un nombre considérable de données sur les faits nouveaux survenus avant la période sur laquelle porte le présent rapport. Afin de limiter la documentation présentée au Conseil d'administration, lesdites données n'y ont pas été consignées mais le seront dans le sixième supplément (Supplément 6) au registre ainsi que dans le registre mis à jour qui sera établi en 1983.

APPENDICE

Mesure proposée au Conseil d'administration

Le Conseil d'administration souhaitera peut-être prendre note du présent rapport et autoriser le Directeur exécutif à le transmettre, ainsi que le document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 6, à l'Assemblée générale à sa trente-huitième session, conformément aux termes de la résolution 3436 (XXX).

ANNEXE II

Registre des conventions et protocoles internationaux
dans le domaine de l'environnement

Supplément 6*

* Précédemment diffusé sous la cote UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 6.

REGISTRE DES CONVENTIONS ET PROTOCOLES INTERNATIONAUX
DANS LE DOMAINE DE L'ENVIRONNEMENT

SUPPLEMENT 6

Le présent document constitue un sixième supplément au Registre des conventions et protocoles internationaux dans le domaine de l'environnement (UNEP/GC/INFORMATION/5), qui a été présenté au Conseil d'administration à sa cinquième session.

Le supplément contient une mise à jour des renseignements concernant certaines conventions et certains protocoles décrits dans le document UNEP/GC/INFORMATION/5 et les suppléments précédents ainsi que des conventions additionnelles. Les nouvelles données ont été communiquées au PNUE par les Etats membres et les organisations internationales parties ou dépositaires. La mise à jour a été effectuée le 15 octobre 1982.

TABLE DES MATIERES

	<u>Pages</u>
CONVENTIONS ET PROTOCOLES AUXQUELS DES RECTIFICATIONS SONT APPORTEES ..	23
A. CONVENTIONS INITIALEMENT PRESENTEES DANS LE DOCUMENT PUBLIE SOUS LA COTE UNEP/GC/INFORMATION/5	23
Convention relative à la conservation de la faune et de la flore à l'état naturel	23
Convention pour la protection de la flore, de la faune et des beautés panoramiques naturelles des pays de l'Amérique	23
Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine (et amendements)	23
Convention internationale pour les pêcheries de l'Atlantique nord-ouest	24
Convention relative à la création d'une commission interaméricaine du thon tropical	25
Accord relatif à la création d'un conseil général des pêches pour la Méditerranée (et amendements)	25
Convention internationale pour la protection des oiseaux	25
Convention pour l'établissement de l'Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes	26
Convention internationale pour la protection des végétaux	26
Convention internationale concernant les pêcheries hauturières de l'océan Pacifique nord (et amendements)	27
Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures (et amendements du 11 avril 1962 et du 21 octobre 1969)	27
Accord sur la protection des végétaux dans la région de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique (et amendements)	27
Convention sur le plateau continental	28
Convention sur la pêche et la conservation des ressources biologiques de la haute mer	28
Convention sur la haute mer	28

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
Convention sur les pêcheries de l'Atlantique nord-est	29
Traité sur l'Antarctique	29
Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires	29
Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau	30
Accord portant création d'une commission de lutte contre le criquet pèlerin dans la partie orientale de l'aire de répartition de cet acridien en Asie du Sud-Est (et amendements)	30
Accord portant création d'une commission de lutte contre le criquet pèlerin au Proche-Orient (et amendement)	30
Convention phytosanitaire pour l'Afrique	31
Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles	31
Accord européen sur la limitation de l'emploi de certains détergents dans les produits de lavage et de nettoyage	31
Convention européenne pour la protection des animaux en transport international	32
Convention européenne pour la protection du patrimoine archéologique	32
Amendements à la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, 1954	32
Convention sur la conservation des ressources biologiques de l'Atlantique sud-est	32
Convention internationale sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures	33
Convention internationale sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures	33
Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats de la sauvagine	34

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
Amendements de la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, 1954, concernant la disposition des soutes et les limites à la grandeur des soutes	34
Convention relative à la responsabilité civile dans le domaine du transport maritime de matières nucléaires	34
Convention internationale pour la création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures	35
Convention pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs	35
Convention sur la conservation des phoques de l'Antarctique	35
Convention concernant la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel	36
Convention sur la prévention de la pollution de la mer résultant de l'immersion de déchets	36
Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	36
Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires, 1973	37
Convention sur la prévention de la pollution marine d'origine tellurique	37
Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution	37
CONVENTIONS INITIALEMENT PRESENTEES DANS LE DOCUMENT PUBLIE SOUS LA COTE UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 1	38
Amendements à la Convention internationale pour la prévention de la pollution des eaux de la mer par les hydrocarbures, 1954, concernant la protection de la barrière de corail australienne	38
Convention concernant la protection des travailleurs contre les radiations ionisantes	38
Accord portant création d'une commission de lutte contre le criquet pèlerin en Afrique du Nord-Ouest	38

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol	39
Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) et à toxines et sur leur destruction	41
Protocole sur l'intervention en haute mer en cas de pollution du milieu marin par des substances autres que les hydrocarbures, 1973	41
Convention sur la protection du patrimoine archéologique, historique et artistique des Nations américaines (Convention de San Salvador)	42
Convention sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles	42
Convention sur la responsabilité civile pour les dommages de pollution par les hydrocarbures résultant de la recherche et de l'exploitation des ressources minérales du sous-sol marin	42
Convention concernant la protection des travailleurs contre les risques professionnels dans le milieu de travail dus à la pollution de l'air, au bruit et aux vibrations	43
C. CONVENTIONS INITIALEMENT PRESENTEES DANS LE DOCUMENT PUBLIE SOUS LA COTE UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 2	43
Convention concernant l'emploi de la céruse dans la peinture	43
Convention concernant la protection contre les risques d'intoxication dus au benzène	43
Convention régionale de Koweït pour la coopération en vue de la protection du milieu marin contre la pollution	43
Traité en vue de la coopération amazonienne	44
D. CONVENTIONS INITIALEMENT PRESENTEES DANS LE DOCUMENT PUBLIE SOUS LA COTE UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 3	44
Convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage	44

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
E. CONVENTIONS INITIALEMENT PRESENTEES DANS LE DOCUMENT PUBLIE SOUS LA COTE UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 4	44
Convention relative à la conservation des ressources biologiques marines de l'Antarctique	44
Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance	45
F. CONVENTIONS INITIALEMENT PRESENTEES DANS LE DOCUMENT PUBLIE SOUS LA COTE UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 5	45
Convention européenne pour la protection des animaux dans les élevages	45
Convention européenne sur la protection des animaux de boucherie ..	46
Convention sur la conservation de la faune et de la flore sauvages européennes et de leurs habitats naturels	46
II. CONVENTIONS SUPPLEMENTAIRES	47
Protocole concernant les aires spécialement protégées en Méditerranée	47
Protocole concernant la coopération régionale en matière de lutte contre la pollution par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique	48
Protocole de signature facultative concernant le règlement obligatoire des différends	49
Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre	50
Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique	51
Convention des Nations Unies sur le droit de la mer	52
Convention régionale pour la conservation du milieu marin de la mer Rouge et du golfe d'Aden	54
Protocole concernant la coopération régionale en matière de lutte contre la pollution par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique	56

TABLE DES MATIERES (suite)

	<u>Pages</u>
Protocole additionnel à la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international	57
Traité sur les principes régissant les activités des Etats en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra- atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes	58

I. CONVENTIONS ET PROTOCOLES AUXQUELS DES
RECTIFICATIONS SONT APPORTEES

A. Conventions initialement présentées dans le document publié
sous la cote UNEP/GC/INFORMATION/5

CONVENTION RELATIVE A LA CONSERVATION DE LA FAUNE
ET DE LA FLORE A L'ETAT NATUREL

Page 1

En complément des renseignements donnés à la page 1 du document
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2 sous la rubrique Parties et dates d'entrée en
vigueur, modifier comme suit les dates d'entrée en vigueur : Egypte 14/1/1936,
Afrique du Sud 19/2/1936, et ajouter République-Unie de Tanzanie 3/3/1963.

CONVENTION POUR LA PROTECTION DE LA FLORE, DE LA FAUNE ET DES
BEAUTES PANORAMIQUES NATURELLES DES PAYS DE L'AMERIQUE

Pages 2 et 3

En complément des renseignements donnés aux pages 2 et 3 du document
UNEP/GC/INFORMATION/5, sous la rubrique Membres, modifier comme suit la date
d'entrée en vigueur : 1/5/1942. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en
vigueur, modifier comme suit les dates respectives : Chili 4/3/1968, El Salvador
1/5/1942, Guatemala 1/5/1942, Haïti 1/5/1942, Etats-Unis d'Amérique 1/5/1942 et
Venezuela 1/5/1942, et insérer Paraguay 30/4/1981.

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA REGLEMENTATION DE LA
CHASSE A LA BALEINE (et amendements)

Pages 4 et 5

En complément des renseignements donnés à la page 1 des documents
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 1, UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2 et
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3 ainsi qu'à la page 5 du document
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 2 du document
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en
vigueur, supprimer Italie et Taïwan et ajouter

Dénonciations

Allemagne, République fédérale d'	2/7/1982	
Antigua-et-Barbuda	21/7/1982	
Belize	15/7/1982	
Canada	25/2/1949	30/6/1982
La Dominique	9/7/1981	
Egypte	18/9/1981	
Inde	9/3/1981	
Jamaïque	15/7/1981	
Japon	21/4/1951	30/6/1959

Dénonciations

Kenya	2/12/1981	
Monaco	15/3/1982	
Panama	10/11/1948	30/6/1980
Philippines	10/8/1981	
République de Corée	29/12/1978	
Sainte-Lucie	29/6/1981	
Saint-Vincent-et-Grenadines	22/7/1981	
Sénégal	15/7/1982	
Uruguay	15/7/1981	

Ajouter la note ci-après concernant les Pays-Bas : Etendue aux Antilles néerlandaises le 16/2/1982.

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LES PECHERIES
 DE L'ATLANTIQUE NORD-OUEST

Pages 6 et 7

En complément des renseignements donnés à la page 1 des documents UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 1, UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 2 et UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 3 ainsi qu'à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 4, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, remplacer la liste précédente par :

Dénonciations

Allemagne, République fédérale d'	27/6/1957	31/12/1978
Bulgarie	21/8/1972	31/12/1979
Canada	3/7/1950	31/12/1979
Cuba	28/11/1975	31/12/1979
Danemark	14/12/1950	31/12/1978
Espagne	17/1/1952	31/12/1979
Etats-Unis	3/7/1950	31/12/1976
France	27/1/1953	31/12/1978
Islande	3/7/1950	31/12/1979
Italie	19/8/1952	31/12/1978
Japon	1/7/1970	31/12/1979
Norvège	2/7/1952	31/12/1979
Pologne	21/11/1961	31/12/1979
Portugal	19/7/1952	31/12/1979
République démocratique allemande	21/5/1974	31/12/1979
Roumanie	21/3/1967	31/12/1979
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	3/7/1950	31/12/1978
Union des Républiques socialistes soviétiques	10/4/1958	31/12/1979

La Convention a été abrogée le 31/12/1979.

CONVENTION RELATIVE A LA CREATION D'UNE COMMISSION
INTERAMERICAINE DU THON TROPICAL

Page 8

En complément des renseignements donnés à la page 1 des documents UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 2 et UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 3, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer :

Costa Rica*	3/3/1950
Equateur**	7/4/1961
Mexique***	29/2/1964

- * La notification de dénonciation du Costa Rica a pris effet le 27/4/1979.
** La notification de dénonciation de l'Equateur a pris effet le 21/8/1978.
*** La notification de dénonciation du Mexique a pris effet le 8/11/1978.

ACCORD RELATIF A LA CREATION D'UN CONSEIL GENERAL DES
PECHES POUR LA MEDITERRANEE (et amendements)

Pages 9 et 10

En complément des renseignements donnés à la page 1 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 1, sous la rubrique Membres, remplacer la première phrase par Nations membres et membres associés de la FAO ainsi que les autres Etats qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'AIEA; remplacer la date d'adoption par 6/12/1949 et la date de l'entrée en vigueur par 20/2/1952 et insérer (amendements entrés en vigueur les 3/12/1963, 1/12/1965 et 9/12/1976). Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, remplacer la liste des parties par ce qui suit :

Algérie	11/12/1967	Liban	14/11/1960
Bulgarie	3/11/1969	Malte	29/4/1965
Chypre	10/6/1965	Maroc	17/9/1956
Egypte	20/2/1952	Monaco	14/5/1954
Espagne	19/10/1953	République arabe	
France	8/7/1952	syrienne	12/12/1975
Grèce	7/4/1952	Roumanie	19/2/1971
Israël	20/2/1952	Tunisie	22/6/1954
Italie	20/2/1952	Turquie	6/4/1954
Jamahiriya arabe		Yougoslavie	20/2/1952
libyenne	14/5/1963		

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX

Pages 11 et 12

En complément des renseignements donnés à la page 2 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 3, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, remplacer la date d'entrée en vigueur à l'égard de l'Italie par 6/9/1979.

CONVENTION POUR L'ETABLISSEMENT DE L'ORGANISATION EUROPEENNE
ET MEDITERRANEENNE POUR LA PROTECTION DES PLANTES

Pages 13 et 14

En complément des renseignements donnés aux pages 13 et 14 du document UNEP/GC/INFORMATION/5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, ajouter la note ci-après relative à l'Iran (République islamique d') : Notification de dénonciation en date du 19/2/1981.

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PROTECTION DES VEGETAUX

Pages 15 à 17

En complément des renseignements donnés à la page 2 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, à la page 2 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3, à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 2 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Ethiopie 20/6/1977 et Sierra Leone 23/6/1981. Remplacer Cuba 14/4/1976 par Cuba 12/4/1976. Ajouter la note de bas de page ci-après pour les pays suivants : Australie : Etendue à Nauru et l'île Norfolk le 9/8/1954; Nouvelle-Zélande : S'applique également aux îles Cook et à l'île Nioué; Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : Etendue à l'île de Man et à Jersey le 1/10/1953 et au Baillage de Guernesey le 9/3/1966; Etats-Unis d'Amérique : Etendue dès ratification à tous les territoires dont les relations internationales sont assurées par les Etats-Unis d'Amérique. Ajouter : Les Etats ci-après ont déposé des notifications d'acceptation du texte révisé de la Convention :

Afrique du Sud	10/3/1981	Irlande	27/1/1981
Australie	22/5/1981	Israël	26/7/1982
Canada	17/9/1980	Maroc	24/11/1980
Cap-Vert	19/3/1980	Mexique	11/11/1981
Chili	8/10/1980	Norvège	7/4/1981
Colombie	18/9/1980	Pays-Bas	2/11/1981
Danemark	19/9/1980	République de	
El Salvador	20/9/1982	Corée	4/11/1980
Espagne	30/6/1981	Royaume-Uni de	
Etats-Unis	11/6/1982	Grande-Bretagne et	
Ethiopie	26/5/1980	d'Irlande du Nord	15/7/1982
Finlande	31/5/1982	Sierra Leone	23/6/1981
France	29/10/1980	Suède	19/11/1980
Guatemala	21/8/1980	Suriname	19/8/1980
Guyane	21/7/1982	Uruguay	1/10/1981
Hongrie	1/4/1981		

CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT LES PECHERIES HAUTURIERES
DE L'OCEAN PACIFIQUE NORD (et amendements)

Page 19

En complément des renseignements donnés à la page 19 du document
UNEP/GC/INFORMATION/5, sous la rubrique Membres, ajouter :

Amendements

Date d'adoption	7/11/1959	17/11/1962
Lieu d'adoption	Seattle	Seattle
Date d'entrée en vigueur	24/5/1960*	8/5/1963
Langue	Anglais	Anglais
Dépositaire	INPFC	INPFC

Parties et dates d'entrée en vigueur

Canada	24/5/1960	8/5/1963
Etats-Unis d'Amérique	24/5/1960	8/5/1963
Japon	24/5/1960	8/5/1963

* Dénoncé le 2/4/1962.

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION
DES EAUX DE LA MER PAR LES HYDROCARBURES (et amendements du
11 avril 1962 et du 21 octobre 1969)

Pages 20 à 22

En complément des renseignements donnés aux pages 1 et 2 du document
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 1, à la page 2 des documents
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2 et UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3, à la
page 6 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 2 du document
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, remplacer la date d'adoption par 12/5/1954 et
la date d'entrée en vigueur par 26/7/1958, et remplacer OMCI par OMI. Sous la
rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Bangladesh 28/12/1981 et
Maldives 17/8/1982, et remplacer République arabe syrienne 24/3/1968 par République
arabe syrienne 24/3/1969.

ACCORD SUR LA PROTECTION DES VEGETAUX DANS LA REGION DE L'ASIE
DU SUD-EST ET DU PACIFIQUE (et amendements)

Pages 23 et 24

En complément des renseignements donnés à la page 2 des documents
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2 et UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3, sous la
rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer République de Corée
4/11/1981 et Tonga 5/11/1981, et remplacer Thaïlande 3/12/1956 par Thaïlande
26/11/1956. Ajouter la note ci-après pour Nouvelle-Zélande : S'applique uniquement
aux îles Cook et à l'île Nioué. Ajouter : Les Etats ci-après ont déposé des
notifications d'acceptation des amendements :

Australie	17/6/1981	République	
Bangladesh	27/10/1981	de Corée	4/11/1981
Fidji	10/11/1980	République	
France	7/10/1982	démocratique	
Iles Salomon	24/3/1980	populaire lao	31/8/1982
Inde	13/2/1980	Royaume-Uni de	
Népal	1/4/1980	Grande-Bretagne et	
Pakistan	22/4/1980	d'Irlande du Nord	9/4/1980
Portugal	11/5/1981	Thaïlande	8/4/1981
		Tonga	5/11/1981

CONVENTION SUR LE PLATEAU CONTINENTAL

Pages 26 à 28

En complément des renseignements donnés aux pages 26 à 28 du document UNEP/GC/INFORMATION/5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, ajouter la note ci-après pour Fidji, îles Salomon, Lesotho, Maurice et les Tonga : Date de dépôt de la notification officielle de succession auprès du Secrétaire général. Modifier comme suit les dates appropriées : Fidji 25/3/1971, Malte 21/9/1964, Maurice 5/10/1970, Norvège 9/10/1971, Pays-Bas 20/3/1966 et les Tonga 29/6/1971, et insérer îles Salomon 3/9/1981.

CONVENTION SUR LA PECHE ET LA CONSERVATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES DE LA HAUTE MER

Pages 29 et 30

En complément des renseignements donnés aux pages 29 et 30 du document UNEP/GC/INFORMATION/5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer îles Salomon 3/9/1981. Ajouter pour Fidji, Maurice et les Tonga la note suivante : Date de dépôt de la notification officielle de succession auprès du Secrétaire général, et pour Lesotho, la note suivante : L'instrument de ratification stipule que le Lesotho est lié à partir de la date de son accession à l'indépendance.

CONVENTION SUR LA HAUTE MER

Pages 31 à 33

En complément des renseignements donnés aux pages 31 à 33 du document UNEP/GC/INFORMATION/5, ajouter à la fin de la première phrase, sous la rubrique Membres, et à tout Etat invité par l'Assemblée générale des Nations Unies à devenir Partie à la Convention (art. 31). Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, ajouter pour Fidji, Maurice et les Tonga, la note suivante : Date de dépôt de la notification officielle de succession auprès du Secrétaire général. Insérer îles Salomon 3/9/1981 et modifier comme suit les dates correspondantes : Maurice 5/10/1970, les Tonga 29/6/1971 et Union des Républiques socialistes soviétiques 30/9/1962.

CONVENTION SUR LES PECHERIES DE L'ATLANTIQUE NORD-EST

Pages 34 et 35

En complément des renseignements donnés à la page 2 des documents UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 1 et UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 2 ainsi qu'à la page 3 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer îles Féroé 1977 et ajouter à la liste des dénonciations :

Finlande	1981
Islande	1981
République démocratique allemande	1981
Suède	1978
Union des Républiques socialiste soviétiques	1981

TRAITE SUR L'ANTARCTIQUE

Pages 39 et 40

En complément des renseignements donnés à la page 3 des documents UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 2 et UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 3 ainsi qu'à la page 6 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 4, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer

Espagne	31/3/1982
Italie	18/3/1981
Papouasie-Nouvelle-Guinée	16/9/1975
Pérou	10/4/1981

Ajouter pour Pays-Bas la note suivante : Etendue à Suriname et aux Antilles néerlandaises.

CONVENTION DE VIENNE RELATIVE A LA RESPONSABILITE CIVILE
EN MATIERE DE DOMMAGES NUCLEAIRES

Pages 42 et 43

En complément des renseignements donnés à la page 4 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 2, à la page 3 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 3 et à la page 7 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 4, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, remplacer Pérou 26/11/1980 par Pérou 26/12/1980.

TRAITE INTERDISANT LES ESSAIS D'ARMES NUCLEAIRES DANS
L'ATMOSPHERE, DANS L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE ET
SOUS L'EAU

Pages 48 à 52

En complément des renseignements donnés à la page 4 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, à la page 7 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer en regard de Botswana 5/1/1968, en regard de Gambie 27/4/1965, en regard de Malawi 26/11/1964, en regard de Malte 25/11/1964 et en regard de Zambie 11/1/1965; remplacer Fidji 14/8/1972 par Fidji 14/7/1972 et Papouasie-Nouvelle-Guinée 27/10/1980 par Papouasie-Nouvelle-Guinée 16/9/1975. Ajouter pour les Pays-Bas la note suivante : Etendue aux Antilles néerlandaises et à Suriname.

ACCORD PORTANT CREATION D'UNE COMMISSION DE LUTTE CONTRE
LE CRIQUET PELERIN DANS LA PARTIE ORIENTALE DE L'AIRE DE
REPARTITION DE CET ACRIDIEN EN ASIE DU SUD-EST (et
amendements)

Page 53

En complément des renseignements donnés à la page 4 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Membres, remplacer la date d'entrée en vigueur par 11/11/1977 sous la colonne Modification et remplacer la première phrase par Nations membres et membres associés de la FAO et Etats non membres qui sont membres de l'ONU, de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'AIEA et qui sont situés dans la région définie dans le préambule.

ACCORD PORTANT CREATION D'UNE COMMISSION DE LUTTE CONTRE LE
CRIQUET PELERIN AU PROCHE-ORIENT (et amendement)

Page 54

En complément des renseignements donnés à la page 54 du document UNEP/GC/INFORMATION/5, sous la rubrique Membres, ajouter une colonne intitulée Modifications et insérer Date de l'entrée en vigueur 11/11/1977, remplacer la première phrase par Nations membres et membres associés de la FAO et Etats non membres qui sont membres de l'ONU, de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'AIEA et qui sont situés dans la région définie dans le préambule. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Emirats arabes unis 31/5/1974.

CONVENTION PHYTOSANITAIRE POUR L'AFRIQUE

Page 57

En complément des renseignements donnés à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, sous la rubrique Membres, modifier comme suit la date de l'adoption : 13/9/1967 et remplacer la date de l'entrée en vigueur par :

Non entrée en vigueur. Remplacer la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur par Parties et dates de dépôt des instruments et remplacer la liste des Parties par ce qui suit :

Bénin	1/4/1974	Niger	24/4/1968
Egypte	10/10/1968	Rwanda	31/8/1981
Ethiopie	15/8/1974	Togo	20/11/1979
Maroc	10/6/1976		

CONVENTION AFRICAINE SUR LA CONSERVATION DE LA NATURE
ET DES RESSOURCES NATURELLES

Pages 58 et 59

En complément des renseignements donnés à la page 2 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 1, à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2 et à la page 4 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Membres, remplacer la date d'entrée en vigueur par 16/6/1969 et sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, remplacer la liste par ce qui suit :

Comores	29/5/1981	République	
Côte-d'Ivoire	16/6/1969	centrafricaine	15/4/1970
Djibouti	17/5/1978	République-Unie	
Egypte	12/5/1972	du Cameroun	29/10/1978
Ghana	16/6/1969	République-Unie	
Haute-Volta	28/9/1969	de Tanzanie	15/12/1974
Kenya	16/6/1969	Rwanda	6/3/1980
Libéria	22/12/1978	Sénégal	26/3/1972
Madagascar	23/10/1971	Seychelles	13/11/1977
Malawi	11/4/1973	Soudan	29/11/1973
Mali	20/7/1974	Swaziland	16/6/1969
Maroc	14/12/1977	Togo	20/12/1979
Mozambique	1/5/1981	Tunisie	6/3/1977
Niger	26/2/1970	Zaïre	13/11/1976
Nigéria	6/6/1974	Zambie	31/6/1972
Ouganda	30/12/1977		

ACCORD EUROPEEN SUR LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINS DETERGENTS
DANS LES PRODUITS DE LAVAGE ET DE NETTOYAGE

Page 60

En complément des renseignements donnés à la page 8 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, remplacer Luxembourg 10/10/1980 par Luxembourg 10/11/1980.

CONVENTION EUROPEENNE POUR LA PROTECTION DES ANIMAUX
EN TRANSPORT INTERNATIONAL

Pages 61 et 62

En complément des renseignements donnés à la page 3 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 1, à la page 8 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, remplacer Suède 20/4/1972 par Suède 21/4/1972 et Portugal 16/10/1980 par Portugal 29/11/1982, et insérer Pays-Bas 5/3/1981.

CONVENTION EUROPEENNE POUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE

Page 63

En complément des renseignements donnés à la page 8 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Grèce 21/10/1981 et Portugal 7/10/1982 et modifier comme suit les dates relatives aux pays suivants : France 4/10/1972, Allemagne, République fédérale d', 22/4/1975, Malte 1/8/1971 et Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord 9/3/1973.

AMENDEMENTS A LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR
LA PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX DE LA MER
PAR LES HYDROCARBURES, 1954

Pages 66 et 67

En complément des renseignements donnés à la page 4 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3, sous la rubrique Membres, remplacer Ouvert à tous les Etats par Ouvert à tous les Etats parties à la Convention de 1954, insérer en regard de la date de l'entrée en vigueur 20/1/1978, et remplacer OMCI par OMI. Sous la rubrique Dates de dépôt des instruments pertinents, insérer République dominicaine 14/1/1977 et Nigéria 19/1/1977; supprimer Allemagne et Uruguay et remplacer Argentine 30/9/1976 par Argentine 30/12/1976 et Ghana 7/7/1976 par Ghana 2/7/1976.

CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES RESSOURCES
BIOLOGIQUES DE L'ATLANTIQUE SUD-EST

Pages 68 et 69

En complément des renseignements donnés à la page 4 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3 et à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Membres, remplacer la première phrase par Tout Etat représenté à la Conférence qui a adopté la Convention, tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou de l'une de ses institutions spécialisées ou tout autre Etat invité à l'unanimité par la Commission à devenir partie à la Convention. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, modifier comme suit les dates relatives aux pays suivants : Angola

3/11/1976, Allemagne, République fédérale d', 17/12/1976, Iraq 4/7/1981, République de Corée 18/2/1981 et Roumanie 17/9/1977, et ajouter pour la Belgique la note suivante : Dénonciation prenant effet le 31/12/1982.

CONVENTION INTERNATIONALE SUR LA RESPONSABILITE CIVILE POUR
LES DOMMAGES DUS A LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

Pages 70 et 71

En complément des renseignements donnés à la page 4 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 1, à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, à la page 4 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3, à la page 8 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Membres, supprimer Pour adhésion et d'adhésion dans la première phrase et ajouter, après "de l'AIEA", "ou parties au statut de la Cour internationale de Justice" et remplacer OMCI par OMI. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Gabon 21/4/1982, Koweït 1/7/1981, Maldives 14/6/1981, Singapour 15/12/1981 et Tuvalu 1/10/1978. Après Yougoslavie 16/9/1976, ajouter La Convention s'applique provisoirement aux Etats suivants : Kiribati et îles Salomon. Supprimer la phrase La Convention a été étendue aux territoires suivants ainsi que la liste de ces territoires. Pour Royaume-Uni insérer la note de bas de page suivante : Etendue le 1/2/1976 au Bailliage de Jersey, au Bailliage de Guernesey et à l'île de Man, le 3/2/1976 aux Bermudes et le 1/4/1976 à Belize, au Territoire britannique de l'océan Indien, aux îles Vierges britanniques, aux îles Caïmanes, aux îles Falkland (Malvinas) et dépendances, à Gibraltar, à Hong-kong, à Montserrat, à l'île Pitcairn, à Sainte-Hélène et dépendances, aux Seychelles, aux îles Turques et Caïques et aux bases souveraines britanniques d'Akrotiri et de Dhekelia dans l'île de Chypre.

CONVENTION INTERNATIONALE SUR L'INTERVENTION EN HAUTE MER
EN CAS D'ACCIDENT ENTRAINANT OU POUVANT ENTRAÎNER UNE
POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

Pages 72 et 73

En complément des renseignements donnés à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 1, à la page 6 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3, à la page 9 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 6 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Membres, supprimer pour adhésion, dans le premier membre de phrase, et d'adhésion, dans le second; ajouter, à la fin du premier membre de phrase, ou parties au statut de la Cour internationale de Justice, et remplacer OMCI par OMI. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Bangladesh 4/12/1982 et Gabon 21/4/1982, supprimer Bermudes et remplacer Liban 6/5/1975 par Liban 5/9/1975 et Suriname 19/9/1975 par Suriname 25/11/1975. Supprimer la phrase La Convention a été étendue aux territoires suivants ainsi que la liste de ces territoires.

Insérer

a) Pour Pays-Bas, la note de bas de page suivante : Etendue aux Antilles néerlandaises le 18/12/1975.

b) Pour Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la note de bas de page suivante : Etendue le 6/5/1975 à Hong-kong, le 1/12/1980 aux Bermudes et le 8/9/1982 à Anguilla, à la Terre antarctique britannique, aux îles Vierges britanniques, aux îles Caïmanes, aux îles Falkland (Malvinas) et dépendances, à Montserrat, aux îles Pitcairn, Ducie et Oeno, à Sainte-Hélène et dépendances, aux îles Turques et Caïques et aux bases souveraines britanniques d'Akrotiri et de Dhekelia dans l'île de Chypre.

c) Pour Etats-Unis d'Amérique, la note de bas de page suivante : Etendue le 6/5/1975 à Porto-Rico, Guam, à la Zone du Canal, aux îles Vierges, aux Samoa américaines et aux Territoires sous tutelle des Iles du Pacifique.

CONVENTION RELATIVE AUX ZONES HUMIDES D'IMPORTANCE
INTERNATIONALE, PARTICULIEREMENT COMME HABITATS DE
LA SAUVAGINE

Pages 75 et 76

En complément des renseignements donnés à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 1, à la page 6 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3, à la page 9 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 6 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Chili 27/11/1981, Inde 1/2/1982, Mauritanie 22/2/1983, Espagne 4/9/1982 et Tunisie 24/3/1981. Insérer en regard de Belgique 19/3/1975 et d'Irlande 14/2/1975; supprimer Egypte et remplacer Danemark 2/1/1977 par Danemark 2/1/1978. Pour Belgique et Irlande, ajouter la note suivante : Date de signature exclusivement.

AMENDEMENTS A LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PREVENTION
DE LA POLLUTION DES EAUX DE LA MER PAR LES HYDROCARBURES, 1954,
CONCERNANT LA DISPOSITION DES SOUTES ET LES LIMITES A LA
GRANDEUR DES SOUTES

Page 77

En complément des renseignements donnés à la page 6 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 1, à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3 et à la page 6 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Membres, remplacer OMCI par OMI. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Australie 13/11/1981 et Danemark 16/11/1976, et remplacer Grèce 28/2/1975 par Grèce 17/6/1976.

CONVENTION RELATIVE A LA RESPONSABILITE CIVILE DANS LE DOMAINE
DU TRANSPORT MARITIME DE MATIERES NUCLEAIRES

Page 79

En complément des renseignements donnés à la page 5 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3, à la page 9 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 7 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la

rubrique Membres, supprimer pour adhésion dans le premier membre de la phrase, et d'adhésion dans le second. A la fin du premier membre de la phrase, ajouter ou de l'AIEA ou parties au statut de la Cour internationale de Justice; remplacer OMCI par OMI. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Gabon 21/4/1982.

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA CREATION D'UN FONDS
INTERNATIONAL D'INDEMNISATION POUR LES DOMMAGES DUS A
LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES

Pages 80 et 81

En complément des renseignements donnés aux pages 6 et 7 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 1, à la page 6 des documents UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 2 et UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 3, à la page 10 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 4 et aux pages 7 et 8 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 5, sous la rubrique Membres, dans la première phrase, remplacer pour adhésion aux Etats par Etats parties, et ou qui ont adhéré par ou qui y sont parties. Remplacer OMCI par OMI. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Gabon 21/4/1982, Espagne 6/1/1982 et Pays-Bas 3/8/1982, et remplacer Papouasie-Nouvelle-Guinée 10/6/1980 par Papouasie-Nouvelle-Guinée 16/10/1980. Remplacer La Convention a été étendue aux pays et territoires suivants ainsi que la liste qui suit par une note de bas de page pour Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord libellée comme suit : Etendue le 16/10/1978 au Bailliage de Guernesey et à Dhekelia sur l'île de Chypre.

CONVENTION POUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION MARINE
PAR LES OPERATIONS D'IMMERSION EFFECTUEES PAR LES
NAVIRES ET AERONEFS

Pages 82 et 83

En complément des renseignements donnés à la page 6 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 3, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Irlande 24/2/1982.

CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES PHOQUES DE L'ANTARCTIQUE

Page 81

En complément des renseignements donnés à la page 7 des documents UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 1 et UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 2 et à la page 8 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 5, sous la rubrique Membres, indiquer pour date de l'adoption 11/2/1972. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, remplacer Pologne 15/8/1980 par Pologne 15/9/1980, et Union des Républiques socialistes soviétiques 8/12/1978 par Union des Républiques socialistes soviétiques 11/3/1978.

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DU PATRIMOINE MONDIAL,
CULTUREL ET NATUREL

Pages 85 et 86

En complément des renseignements donnés aux pages 7 et 8 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, à la page 10 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 9 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Bénin 14/9/1982, Burundi 19/8/1982, Grèce 17/10/1981, Malawi 5/4/1982, Oman 6/1/1982, Pérou 24/5/1982 et Saint-Siège 7/1/1983, et remplacer Italie 23/11/1978 par Italie 23/9/1978, ainsi que Portugal 30/12/1981 par Portugal 30/12/1980.

CONVENTION SUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION DE LA MER
RESULTANT DE L'IMMERSION DE DECHETS

Pages 87 et 88

En complément des renseignements donnés à la page 7 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 1, à la page 8 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, aux pages 6 et 7 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3, à la page 10 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 9 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Brésil 25/8/1982, Gabon 6/3/1982, Grèce 9/9/1981, Honduras 1/6/1980, Irlande 19/3/1982 et Kiribati 12/7/1979, et amender comme suit les dates d'entrée en vigueur des pays suivants : France 5/3/1977, Haïti 27/9/1975, Pays-Bas 1/1/1978, Portugal 14/5/1978, Zaïre 16/10/1975 et îles Féroé 15/12/1976. Ajouter pour Pays-Bas : Etendue aux Antilles néerlandaises. Supprimer La Convention a été étendue aux îles Féroé le 15/11/1976. Insérer pour Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord la note suivante : Etendue au Bailliage de Guernesey, au Bailliage de Jersey, à l'île de Man, à Belize, au Territoire britannique de l'océan Indien, aux îles Vierges britanniques, aux îles Caïmanes, aux îles Falkland (Malvinas) et dépendances, à Hong-kong, à Montserrat, aux îles Pitcairn, Henderson, Ducie et Oneo, à Sainte-Hélène et dépendances, aux îles Turques et Caïques et aux bases souveraines d'Akrotiri et de Dhekelia dans l'île de Chypre.

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES DE FAUNE
ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION

Pages 89 et 90

En complément des renseignements donnés aux pages 7 et 8 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 1, à la page 8 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2 et à la page 11 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer :

Argentine	8/4/1981
Autriche	27/4/1982
Bangladesh	18/2/1982
Chine	8/4/1981
Colombie	29/11/1981
Guinée	20/12/1981
Libéria	9/6/1981
Malawi	6/5/1982
Mozambique	23/6/1981
Portugal	11/3/1981
Philippines	16/11/1981
République-Unie du Cameroun	3/9/1981
Soudan	24/1/1983
Zimbabwe	17/8/1981

CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA PREVENTION DE
LA POLLUTION PAR LES NAVIRES, 1973

Page 93

En complément des renseignements donnés à la page 8 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 1, aux pages 8 et 9 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, à la page 8 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3, à la page 11 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 10 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Membres, supprimer pour adhésion, acceptation ou approbation dans la première phrase, et remplacer OMCI par OMI. Sous la rubrique Date de dépôt des instruments pertinents, insérer Allemagne, République fédérale d', 21/1/1982, Italie 1/10/1982, Union des Républiques socialistes soviétiques 10/7/1974 (avec une réserve concernant la limite de 12 milles pour les eaux territoriales).

CONVENTION SUR LA PREVENTION DE LA POLLUTION MARINE
D'ORIGINE TELLURIQUE

Page 97

En complément des renseignements donnés aux pages 9 et 10 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2 et à la page 11 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Allemagne, République fédérale d', 1/4/1981 et Islande 19/7/1981, et ajouter la note ci-après pour Royaume-Uni : Etendue à Jersey avec effet au 27/3/1980.

CONVENTION POUR LA PROTECTION DE LA MER MEDITERRANEE
CONTRE LA POLLUTION

Pages 99 et 100

En complément des renseignements donnés à la page 8 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 1, aux pages 10 et 11 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, aux pages 8 et 9 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3 et à la page 12 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4, sous la rubrique

Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Algérie 18/3/1981, Chypre 19/12/1979, Maroc 15/2/1980 et Turquie 6/5/1980. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur du Protocole pour la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, insérer Algérie 15/4/1981, Chypre 19/12/1979, Maroc 15/2/1980 et Turquie 6/5/1981. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur du Protocole concernant la coopération dans la lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles, insérer Algérie 15/4/1981, Chypre 19/12/1979, Maroc 15/2/1980, Turquie 6/5/1981 et Communauté européenne 11/9/1981. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique, insérer France 13/7/1982 et Tunisie 29/10/1981.

B. Conventions initialement présentées dans le document publié sous la cote UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 1

AMENDEMENTS A LA CONVENTION INTERNATIONALE POUR LA
PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX DE LA MER PAR LES
HYDROCARBURES, 1954, CONCERNANT LA PROTECTION DE LA
BARRIERE DE CORAIL AUSTRALIENNE

Pages 9 et 10

En complément des renseignements donnés à la page 10 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 3, sous la rubrique Membres, remplacer OMCI par OMI. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Australie 13/11/1981, Danemark 16/11/1976 et Suisse 21/6/1977.

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS
CONTRE LES RADIATIONS IONISANTES

Pages 12 et 13

En complément des renseignements donnés à la page 9 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 3 et à la page 11 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, remplacer Iraq 28/10/1963 par Iraq 26/10/1963, et Suède 14/4/1962 par Suède 17/6/1962, et insérer Nicaragua 1/10/1982. Ajouter une colonne intitulée Dénonciations et y insérer Somalie 8/5/1968.

ACCORD PORTANT CREATION D'UNE COMMISSION DE LUTTE CONTRE
LE CRIQUET PELERIN EN AFRIQUE DU NORD-OUEST

Page 20

En complément des renseignements donnés à la page 20 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 1, sous la rubrique Membres, remplacer la date de l'adoption par 1/12/1970; ajouter une colonne intitulée Amendements et y insérer, en regard de la date d'entrée en vigueur, 11/11/1977. Remplacer la première phrase par Nations membres et Membres associés de la FAO et Etats non membres qui sont membres de l'Organisation des Nations Unies, de l'une de ses institutions spécialisées ou de l'AIEA.

TRAITE INTERDISANT DE PLACER DES ARMES NUCLEAIRES ET D'AUTRES
ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE SUR LE FOND DES MERS ET DES OCEANS
AINSI QUE DANS LEUR SOUS-SOL

Pages 21 à 24

En complément des renseignements donnés à la page 12 du document UNEP/GC/
INFORMATION/5/Supplément 2, à la page 13 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/
Supplément 4 et à la page 12 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous
la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, remplacer la première liste par
celle qui suit :

Afghanistan	18/5/1972	Maroc	18/5/1972
Afrique du Sud	14/11/1973	Maurice	18/5/1972
Allemagne, République fédérale d'	18/11/1975	Mongolie	18/5/1972
Arabie saoudite	23/6/1972	Népal	18/5/1972
Australie	23/1/1973	Nicaragua	7/2/1973
Autriche	10/8/1972	Niger	18/5/1972
Belgique	20/11/1972	Norvège	18/5/1972
Botswana	10/11/1972	Nouvelle-Zélande	18/5/1972
Bulgarie	18/5/1972	Panama	20/3/1974
Canada	18/5/1972	Pays-Bas**	14/1/1976
Cap-Vert	24/10/1979	Pologne	18/5/1972
Chine*	18/5/1972	Portugal	24/6/1975
Chypre	18/5/1972	Qatar	12/11/1974
Congo	23/10/1978	République centrafricaine	9/7/1981
Côte d'Ivoire	18/5/1972	République démocratique allemande	18/5/1972
Cuba	3/6/1977	République démocratique populaire lao	18/5/1972
Danemark	18/5/1972	République dominicaine	18/5/1972
Etats-Unis	18/5/1972	République socialiste soviétique de	
Ethiopie	12/7/1977	Biélorussie	18/5/1972
Finlande	18/5/1972	République socialiste soviétique	
Ghana	9/8/1972	d'Ukraine	18/5/1972
Guinée-Bissau	20/8/1976	Roumanie	10/7/1972
Hongrie	18/5/1972	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et	
Iles Salomon	17/6/1981	d'Irlande du Nord***	18/5/1972
Inde	20/7/1973	Rwanda	20/5/1975
Iran, République islamique d'	18/5/1972	Sao-Tomé-et-Principe	24/8/1979
Iraq	13/9/1972	Seychelles	29/6/1976
Irlande	18/5/1972	Singapour	10/9/1976
Islande	30/5/1972	Suède	18/5/1972
Italie	3/9/1974	Suisse	4/5/1976
Japon	18/5/1972	Swaziland	18/5/1972
Jordanie	18/5/1972		
Lesotho	3/4/1973		
Luxembourg	11/11/1982		
Malaisie	21/6/1972		
Malte	18/5/1972		

Tchécoslovaquie	18/5/1972	Union des Républiques	
Togo	18/5/1972	socialistes	
Tunisie	18/5/1972	soviétiques	18/5/1972
Turquie	19/10/1972	Yougoslavie	25/10/1973
		Zambie	9/10/1972

* On se rappellera que, par sa résolution 2758 (XXVI) du 25 octobre 1971, l'Assemblée générale a décidé :

"... le rétablissement de la République populaire de Chine dans tous ses droits et la reconnaissance des représentants de son gouvernement comme les seuls représentants légitimes de la Chine à l'Organisation des Nations Unies ainsi que l'expulsion immédiate des représentants de Tchang Kaï-chek du siège qu'ils occupent illégalement à l'Organisation des Nations Unies et dans tous les organismes qui s'y rattachent".

Par une note du 25 septembre 1972 adressée au Secrétaire général, le Ministre des affaires étrangères de la République populaire de Chine a déclaré entre autres que :

"A compter du 1er octobre 1949, jour de la fondation de la République populaire de Chine, la clique de Tchang Kaï-chek n'a absolument aucun droit de représenter la Chine. Pour tout traité multilatéral, toutes signatures, ratifications ou adhésions usurpant le nom de "Chine" sont illégales, nulles et non avenues...". (Traduction non officielle)

** Etendu aux Antilles néerlandaises.

*** Ratifié pour le compte des Etats associés (Antigua, Dominique, Grenade, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla, Sainte-Lucie et Saint-Vincent) et des Territoires placés sous la souveraineté territoriale du Royaume-Uni ainsi que de l'Etat de Brunéi.

CONVENTION SUR L'INTERDICTION DE LA MISE AU POINT, DE LA FABRICATION
ET DU STOCKAGE DES ARMES BACTERIOLOGIQUES (BIOLOGIQUES) ET A TOXINES
ET SUR LEUR DESTRUCTION

Pages 25 à 28

En complément des renseignements donnés à la page 13 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, à la page 10 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3, à la page 13 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 12 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer :

Iles Salomon	17/6/1981
Japon	8/6/1982
Pays-Bas	22/6/1981
Uruguay	6/4/1981
Viet Nam	20/6/1980

Remplacer toutes les dates d'entrée en vigueur antérieures au 26/3/1975 par 26/3/1975. Insérer les dates ci-après en regard des pays suivants : Barbade 26/3/1975, Bénin 25/4/1975, Chine, Costa Rica, Equateur, Guatemala, République démocratique allemande, République dominicaine, République socialiste soviétique de Biélorussie 26/3/1975, Nicaragua 7/8/1975, Arabie saoudite, Nigéria, Panama, Philippines, Sénégal 26/3/1975, Thaïlande 28/5/1975, et République socialiste soviétique d'Ukraine 26/3/1975. Remplacer Argentine 5/12/1979 par Argentine 27/11/1979, Jordanie 27/6/1975 par Jordanie 30/5/1975, Lesotho 10/4/1972 par Lesotho 6/9/1977, Seychelles 16/10/1979 par Seychelles 11/10/1979, et Turquie 4/11/1975 par Turquie 26/3/1975. Ajouter pour les Pays-Bas la note suivante : Etendue aux Antilles néerlandaises, et pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord la note suivante : Convention ratifiée à l'égard de la Dominique et des Territoires placés sous la souveraineté territoriale du Royaume-Uni ainsi que de Brunéi et, dans les limites de la juridiction du Royaume-Uni sur ses territoires, au Condominium des Nouvelles-Hébrides.

PROTOCOLE SUR L'INTERVENTION EN HAUTE MER EN CAS DE
POLLUTION DU MILIEU MARIN PAR DES SUBSTANCES AUTRES
QUE LES HYDROCARBURES, 1973

Page 29

En complément des renseignements donnés à la page 14 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4, dans le titre de la Convention, supprimer MARIN. Sous la rubrique Membres, remplacer la première phrase par : Ouvert aux Etats qui ont ratifié, accepté ou approuvé la Convention de 1969 sur l'intervention en haute mer en cas d'accident entraînant ou pouvant entraîner une pollution par les hydrocarbures, ou qui y ont adhéré. Dans la deuxième phrase, supprimer de ratification ou d'adhésion. Remplacer OMCi par OMI. Sous la rubrique Dates de dépôt des instruments, insérer Bahamas 5/3/1981, Belgique 9/9/1982, Italie 1/10/1982, Libéria 17/2/1981 et Pologne 10/7/1981. Ajouter pour les Pays-Bas la note suivante : La ratification s'étend aux Antilles néerlandaises, et pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord la note suivante : La

ratification a pris effet à l'égard des Bermudes le 5/5/1981 et a été étendue le 9/10/1982 à Anguilla, au Territoire britannique de l'Antarctique, aux îles Vierges britanniques, aux îles Caïmanes, aux îles Falkland (Malvinas) et dépendances, à Hong-kong, à Montserrat, à l'île Pitcairn, aux îles Henderson, Ducie et Oeno, à Sainte-Hélène et dépendances, aux îles Turques et Caïques et aux bases souveraines britanniques d'Akrotiri et de Dhekelia dans l'île de Chypre.

CONVENTION SUR LA PROTECTION DU PATRIMOINE ARCHEOLOGIQUE, HISTORIQUE ET
ARTISTIQUE DES NATIONS AMERICAINES (CONVENTION DE SAN SALVADOR)

Page 32

En complément des renseignements donnés à la page 13 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, à la page 11 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3 et à la page 13 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Membres, insérer : La présente Convention est ouverte pour signature aux Etats membres de l'Organisation des Etats américains et pour adhésion à tout Etat. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, remplacer Nicaragua 10/4/1980 par Nicaragua 1/4/1980.

CONVENTION SUR L'INTERDICTION D'UTILISER DES TECHNIQUES DE
MODIFICATION DE L'ENVIRONNEMENT A DES FINS MILITAIRES OU
TOUTES AUTRES FINS HOSTILES

Pages 35 à 37

En complément des renseignements donnés à la page 14 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, aux pages 11 et 12 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3 ainsi qu'à la page 14 des documents UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, remplacer Cap-Vert 5/10/1979 par Cap-Vert 3/10/1979 et Sao-Tomé-et-Principe 5/10/1978 par Sao-Tomé-et-Principe 5/10/1979 et insérer Italie 27/11/1981 et Japon 9/6/1982.

CONVENTION SUR LA RESPONSABILITE CIVILE POUR LES DOMMAGES DE POLLUTION
PAR LES HYDROCARBURES RESULTANT DE LA RECHERCHE ET DE L'EXPLOITATION
DES RESSOURCES MINERALES DU SOUS-SOL MARIN

Pages 38 et 39

En complément des renseignements donnés à la page 15 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, sous la rubrique Membres, remplacer la date de l'adoption par 1/5/1977 et en regard de la date d'entrée en vigueur indiquer Non encore en vigueur. Remplacer la rubrique Parties et dates de dépôt des instruments pertinents par Parties et dates de signature.

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS CONTRE
LES RISQUES PROFESSIONNELS DANS LE MILIEU DE TRAVAIL DUS A
LA POLLUTION DE L'AIR, AU BRUIT ET AUX VIBRATIONS

Page 40

En complément des renseignements donnés à la page 12 du document
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3, à la page 15 du document
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 14 du document
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en
vigueur, insérer Brésil 14/1/1983 et remplacer Zambie 19/8/1980 par Zambie
19/8/1981.

C. Conventions initialement présentées dans le document publié sous la
cote UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2

CONVENTION CONCERNANT L'EMPLOI DE LA CERUSE DANS LA PEINTURE

Pages 15 à 18

En complément des renseignements donnés aux pages 15 à 18 du document
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 2, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en
vigueur, remplacer Empire centrafricain par République centrafricaine et Niger
12/2/1961 par Niger 27/2/1961.

CONVENTION CONCERNANT LA PROTECTION CONTRE LES RISQUES
D'INTOXICATION DUS AU BENZENE

Pages 18 et 19

En complément des renseignements donnés à la page 13 des documents
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3 et à la page 15 des documents
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la
rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer Nicaragua 1/10/1982 et
remplacer France 30/6/1973 par France 27/7/1973.

CONVENTION REGIONALE DE KOWEIT POUR LA COOPERATION EN VUE DE LA
PROTECTION DU MILIEU MARIN CONTRE LA POLLUTION

Pages 20 et 21

En complément des renseignements donnés à la page 13 du document
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 3, à la page 15 du document
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 4 et à la page 16 du document
UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Parties et dates d'entrée en
vigueur, insérer Iran (République islamique d') 1/6/1980, Arabie saoudite 26/3/1982
et Emirats arabes unis 1/3/1980.

TRAITE EN VUE DE LA COOPERATION AMAZONIENNE

Pages 21 et 22

En complément des renseignements donnés à la page 13 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 3, sous la rubrique Membres, remplacer la première phrase par Traité non encore ouvert à l'adhésion et insérer en regard de la date de l'entrée en vigueur 2/8/1980. Sous la rubrique Parties et dates d'entrée en vigueur, insérer pour chacun des pays indiqués 2/8/1980.

D. Conventions initialement présentées dans le document publié sous la cote UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 3

CONVENTION RELATIVE A LA CONSERVATION DES ESPECES
MIGRATRICES APPARTENANT A LA FAUNE SAUVAGE

Pages 14 à 16

En complément des renseignements donnés à la page 16 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 4, sous la rubrique Membres, en regard de Date et lieu de l'entrée en vigueur, insérer Non encore en vigueur. Sous la rubrique Etats signataires, en regard de Suède, insérer 26/6/1979. Après la liste des Etats signataires, insérer

Parties et dates des instruments pertinents

Chili	15/9/1981
Danemark	5/8/1982
Egypte	11/2/1982
Inde	4/5/1982
Niger	3/7/1980
Portugal	21/1/1981
République-Unie du Cameroun	7/9/1981

E. Conventions initialement présentées dans le document publié sous la cote UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 4

CONVENTION RELATIVE A LA CONSERVATION DES RESSOURCES
BIOLOGIQUES MARINES DE L'ANTARCTIQUE

Pages 17 à 19

En complément des renseignements donnés aux pages 17 à 19 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 4, insérer

Parties et dates des instruments pertinents

France	16/9/1982
--------	-----------

CONVENTION SUR LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE TRANSFRONTIERE
A LONGUE DISTANCE

Pages 19 à 22

En complément des renseignements donnés à la page 16 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Parties et dates des instruments pertinents, insérer Canada 15/12/1981, France 3/11/1981, Hongrie 22/9/1980, Pays-Bas 15/7/1982, Portugal 29/9/1980, République socialiste soviétique d'Ukraine 5/6/1980, Union des Républiques socialistes soviétiques 22/5/1980 et Etats-Unis d'Amérique 30/11/1981 et remplacer République socialiste soviétique de Biélorussie 14/5/1980 par République socialiste soviétique de Biélorussie 13/6/1980.

F. Conventions initialement présentées dans le document publié sous la cote UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5

CONVENTION EUROPEENNE POUR LA PROTECTION DES ANIMAUX
DANS LES ELEVAGES

Page 17

En complément des renseignements donnés à la page 17 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplément 5, sous la rubrique Membres, insérer Ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et de la Communauté économique européenne.

Date d'adoption	10/3/1976
Lieu d'adoption	Strasbourg
Date d'entrée en vigueur	10/9/1978
Langues	Anglais, français

Remplacer le titre Etats signataires et la liste de ces Etats par

Parties et dates d'entrée en vigueur

Allemagne, République fédérale d'	10/9/1978
Chypre	10/9/1978
Danemark	29/7/1980
France	10/9/1978
Luxembourg	20/7/1979
Norvège	26/8/1980
Pays-Bas	22/10/1981
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	9/ 7/1979
Suède	10/ 9/1978
Suisse	25/ 3/1981

CONVENTION EUROPEENNE SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX
DE BOUCHERIE

Page 18

En complément des renseignements donnés à la page 18 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 5, sous la rubrique Membres, insérer Ouverte à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe et de la Communauté économique européenne.

Date d'adoption	10/5/1979
Lieu d'adoption	Strasbourg
Date d'entrée en vigueur	11/6/1982
Langues	Anglais, français

Remplacer le titre Etats signataires et la liste des Etats par ce qui suit :

Parties et dates d'entrée en vigueur

Danemark	11/ 6/1982
Irlande	11/ 6/1982
Luxembourg	11/ 6/1982
Norvège	13/11/1982
Portugal	11/ 6/1982
Suède	27/ 8/1982

CONVENTION SUR LA CONSERVATION DE LA FAUNE ET DE LA FLORE SAUVAGES
EUROPEENNES ET DE LEURS HABITATS NATURELS

Pages 19 et 20

En complément des renseignements donnés aux pages 19 et 20 du document UNEP/GC/INFORMATION/5/Supplement 5, sous la rubrique Membres, en regard de Date d'entrée en vigueur, insérer 1/6/1982. Remplacer le titre Etats signataires et la liste qui suit par

Parties et dates d'entrée en vigueur

Danemark	1/1/1983
Irlande	1/9/1982
Italie	1/6/1982
Liechtenstein	1/6/1982
Luxembourg	1/7/1982
Pays-Bas	1/6/1982
Portugal	1/6/1982
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1/9/1982
Suisse	1/6/1982
Communauté économique européenne	1/9/1982

II. CONVENTIONS SUPPLEMENTAIRES

PROTOCOLE CONCERNANT LES AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES EN MEDITERRANEE

Objectifs

Protéger et améliorer l'état des sites naturels de la mer Méditerranée.

Dispositions

Les Parties :

- a) Etablissent, maintiennent et restaurent les aires protégées (articles 3, 4), y compris les aires tampons dans lesquelles des activités sont moins strictement réglementées (article 5);
- b) Prennent les mesures requises pour protéger certaines aires précises, comme l'interdiction de décharger ou déverser des déchets [article 7 b)], la réglementation de tout acte susceptible de nuire à la faune ou à la flore ou de la déranger [article 7 f)] ou la réglementation du commerce, de l'importation ou de l'exportation des animaux originaires des zones protégées et qui font l'objet des mesures de protection (article 7 j)];
- c) Donnent la publicité requise à l'établissement, l'importance et l'intérêt des aires protégées (articles 8, 11);
- d) Engagent et poursuivent des recherches scientifiques et techniques sur les aires protégées et leurs écosystèmes ainsi que sur le patrimoine archéologique (article 10);
- e) Coopèrent à l'établissement et à la gestion des aires protégées (articles 6, 12, 13, 15);
- f) Organisent des réunions ordinaires et extraordinaires pour faire le point en ce qui concerne l'application du Protocole et l'efficacité des mesures adoptées (article 17).

Membres

Ouvert à toutes parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, à tout Etat invité à la Conférence de plénipotentiaires sur le Protocole concernant les aires spécialement protégées en Méditerranée et à tout groupement économique régional dont l'un des membres au moins est un Etat riverain de la mer Méditerranée et dont les compétences s'exercent dans les domaines couverts par le présent Protocole.

Les instruments de ratification, d'adhésion ou d'approbation doivent être déposés auprès du Gouvernement espagnol.

Date d'adoption	3/4/1982
Lieu d'adoption	Genève
Date d'entrée en vigueur	Non encore en vigueur
Langues	Anglais, arabe, espagnol, français
Dépositaire	Espagne

Etats signataires et dates de signature

Espagne	3/4/1982
France	3/4/1982
Grèce	3/4/1982
Israël	3/4/1982
Italie	3/4/1982
Malte	3/4/1982
Monaco	3/4/1982
Tunisie	3/4/1982

PROTOCOLE CONCERNANT LA COOPERATION REGIONALE EN MATIERE DE LUTTE
CONTRE LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES ET AUTRES SUBSTANCES
NUISIBLES EN CAS DE SITUATION CRITIQUE*

Objectif

Renforcer aux niveaux national et régional les mesures en vigueur pour faire face aux situations critiques dues à la pollution.

Dispositions

a) Les parties coopèrent aux fins de maintenir et de promouvoir leurs plans et moyens d'intervention d'urgence pour lutter contre la pollution dans la mer considérée et protéger leurs côtes et les intérêts connexes (article II);

b) Il est créé un centre d'aide mutuelle en cas de situation critique en mer (article III);

c) Chaque Etat contractant informe les autres Etats contractants et le Centre de ses lois, de son dispositif d'intervention en cas de situation critique en mer, de l'organisme compétent et des techniques connues et nouvelles concernant les mesures à prendre en cas de situation critique pour le milieu marin, des recherches effectuées et de leurs résultats, des progrès réalisés dans ces domaines ainsi que de la réception d'un rapport sur une situation critique en mer (articles V à VIII);

d) Tout Etat contractant qui se trouve devant une situation critique pour le milieu marin prend les mesures appropriées pour lutter contre la pollution, informe les autres Etats des mesures qu'il a prises ou a l'intention de prendre, fait une

* Relatif à la Convention régionale de Koweït pour la coopération en vue de la protection du milieu marin contre la pollution.

évaluation de la nature et de l'étendue de la situation critique et fixe les mesures nécessaires et appropriées à prendre (article X);

e) Tout Etat contractant peut faire appel à l'aide des autres Etats contractants et du Centre (article XI);

f) Tout Etat contractant crée et établit un organisme compétent pour s'acquitter des obligations que lui confère le présent Protocole (article XII).

Membres

Ouvert aux Etats invités à participer à la Conférence de Koweït, qui s'est tenue du 15 au 23 avril 1978.

Date d'adoption	24/4/1978
Lieu d'adoption	Koweït
Date d'entrée en vigueur	1/7/1979
Langues	Anglais, arabe, persan
Dépositaire	Koweït

Parties et dates d'entrée en vigueur

Arabie saoudite	26/3/1982
Bahreïn	1/7/1979
Emirats arabes unis	1/3/1980
Iran (République islamique d')	1/6/1980
Iraq	1/7/1979
Koweït	1/7/1979
Oman	1/7/1979
Qatar	1/7/1979

PROTOCOLE DE SIGNATURE FACULTATIVE CONCERNANT LE REGLEMENT OBLIGATOIRE DES DIFFERENDS*

Objectif

Soumettre à la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice tout différend découlant de l'interprétation ou de l'application de la Convention à moins que les parties ne se soient accordées sur une autre forme de règlement au bout d'un délai raisonnable.

Dispositions

a) Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention relèvent de la compétence obligatoire de la Cour internationale de Justice (article 1);

b) Les parties à un différend peuvent convenir, dans un délai de deux mois après notification qu'il existe un litige, de saisir la Cour internationale de Justice. Ce délai étant écoulé, chacune des parties peut saisir la Cour du différend (article 2);

c) Les parties peuvent convenir, dans le même délai de deux mois, de recourir à une procédure de conciliation. Si elles n'acceptent pas les recommandations de la Commission de consultation dans les deux mois suivant leur énoncé, chacune des parties sera libre de saisir la Cour du différend (article 3).

Membres

Le Protocole est ouvert à tous les Etats qui peuvent devenir parties à la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires.

Date d'adoption	21/5/1963
Lieu d'adoption	Vienne
Date d'entrée en vigueur	Non encore en vigueur
Langues	Anglais, espagnol, français, russe
Dépositaire	Le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Parties et dates de dépôt des instruments pertinents

Philippines	15/11/1965
-------------	------------

CONVENTION RELATIVE A LA COOPERATION EN MATIERE DE PROTECTION
ET DE MISE EN VALEUR DU MILIEU MARIN ET DES ZONES COTIERES DE
LA REGION DE L'AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Objectif

Protéger le milieu marin, les zones côtières et les eaux intérieures connexes relevant de la juridiction des Etats de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Dispositions

Les Parties :

a) Prennent les dispositions requises pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution dans la zone d'application de la Convention (article 4) en particulier la pollution par les navires et les aéronefs (articles 5 et 6), la pollution d'origine tellurique (article 7), la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du fond de la mer et de son sous-sol (article 8) et la pollution d'origine atmosphérique ou transatmosphérique (article 9);

b) Prévenir, réduire, combattre et maîtriser l'érosion côtière (article 10);

* Accompagnant la Convention de Vienne relative à la responsabilité civile en matière de dommages nucléaires.

c) Protéger et préserver les écosystèmes singuliers ou fragiles ainsi que l'habitat des espèces et autres formes de vie marine appauvries, menacées ou en voie de disparition (article 11);

d) Coopérer en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique dans la zone d'application de la Convention (article 12) et échanger des données et des renseignements scientifiques (article 14);

e) Elaborer des directives techniques et autres concernant l'évaluation de l'impact de projets de développement sur l'environnement (article 13);

f) Etablir des règles et procédures concernant la détermination des responsabilités et la réparation ou l'indemnisation rapide et adéquate des dommages résultant de la pollution dans la zone d'application de la Convention (article 15).

Membres

A partir du 23 juin 1981, la Convention est ouverte à l'adhésion des Etats côtiers et insulaires, de la Mauritanie à la Namibie comprise, à la condition que cet Etat soit aussi Partie contractante à l'un au moins des protocoles relatifs à la Convention.

Après l'entrée en vigueur de la Convention, tout Etat africain peut y adhérer dans les mêmes conditions.

Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du Gouvernement ivoirien.

Date d'adoption	23/3/1981
Lieu d'adoption	Abidjan
Date d'entrée en vigueur	Non encore en vigueur
Langues	Anglais, espagnol, français
Dépositaire	Côte d'Ivoire

Parties et dates d'entrée en vigueur

PROTOCOLE RELATIF A LA COOPERATION EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION EN CAS DE SITUATION CRITIQUE*

Objectif

Protéger le milieu marin, les zones côtières et les eaux intérieures connexes relevant de la juridiction des Etats de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre contre la pollution en cas de situation critique.

Dispositions

Les Parties contractantes :

a) Coopèrent pour toutes les questions relatives à la protection de leurs côtes respectives et des intérêts connexes contre les dangers et les effets de la pollution résultant de situations critiques pour le milieu marin, en particulier par l'échange des renseignements pertinents (articles 4, 5, 6, 7, 8 et 10);

b) Se prêtent mutuellement assistance, sur demande, pour faire face à une situation critique pour le milieu marin (article 8);

c) S'efforcent de maintenir et de promouvoir des plans et des moyens d'intervention d'urgence en cas de situation critique pour le milieu marin et prennent les mesures requises pour prévenir, réduire, combattre et maîtriser la pollution, y compris la surveillance et le contrôle de la situation critique (article 10).

Membres

Adhésion limitée aux Etats qui sont Parties à la Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion sont déposés auprès du Gouvernement ivoirien.

Date d'adoption	23/3/1981
Lieu d'adoption	Abidjan
Date d'entrée en vigueur	Non encore en vigueur
Langues	Anglais, espagnol, français
Dépositaire	Côte d'Ivoire

Parties et dates d'entrée en vigueur

CONVENTION DES NATIONS UNIES SUR LE DROIT DE LA MER

Objectif

Créer un ordre juridique complet et nouveau pour les mers et les océans et, du point de vue du milieu, établir des règles concrètes concernant les normes environnementales ainsi que des dispositions d'application concernant la pollution du milieu marin.

* Accompagnant la Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

Dispositions

- a) La partie I consiste en l'introduction à la Convention;
- b) La partie II traite de la mer territoriale et de la zone contiguë. La mer territoriale est définie à l'article 3 et la zone contiguë à l'article 33;
- c) La partie III traite des détroits servant à la navigation internationale (articles 34 à 45). La partie IV traite des Etats archipels (articles 46 à 54);
- d) La partie V traite de la zone économique exclusive définie à l'article 55. L'article 56 stipule que les Parties y ont des droits souverains aux fins d'exploration et d'exploitation, de conservation et de gestion des ressources naturelles, ainsi que les autres droits et obligations prévus par la Convention;
- e) La partie VI traite du plateau continental, défini à l'article 76, et l'article 77 stipule que l'Etat côtier y exerce des droits souverains aux fins de son exploration et de l'exploitation de ses ressources naturelles, définies à l'alinéa 4 de l'article 77;
- f) La partie VII traite de la liberté de la haute mer, qui comporte la liberté de navigation, la liberté de survol, la liberté de poser des câbles et des pipelines sous-marins, sous réserve des dispositions de la partie VI, et la liberté de construire des îles artificielles, etc., sous réserve des dispositions de la partie VI, et la liberté de pêcher et de poursuivre des recherches scientifiques, sous réserve des dispositions des parties VI et XIII;
- g) La partie VIII traite du régime des îles (article 121), la partie IX des mers fermées et semi-fermées (articles 122 et 123) et la partie X du droit d'accès des Etats sans littoral à la mer et depuis la mer et de la liberté de transit (articles 124 à 132);
- h) La partie XI traite de la zone définie à l'article premier (I). L'article 136 stipule que la zone et ses ressources sont le patrimoine commun de l'humanité. La section 3 de la partie XI traite de la mise en valeur des ressources de la zone (articles 150 à 155). La section 4 de cette même partie traite de l'Autorité, c'est-à-dire de l'organisation par l'intermédiaire de laquelle les Etats parties organisent et contrôlent les activités menées dans la zone, notamment aux fins de l'administration des ressources de celle-ci (article 157). La section 5 traite du règlement des différends et des avis consultatifs. L'article 186 prévoit la création d'une chambre pour le règlement des différends relatifs aux fonds marins et fixe la manière dont elle exerce sa compétence;
- i) La partie XII concerne la protection et la préservation du milieu marin. La section 5 porte sur le règlement international et le droit interne visant à prévenir, réduire et maîtriser la pollution du milieu marin. La section 6 porte sur la mise en application et la section 9 sur la responsabilité;

j) La partie XIII concerne la recherche scientifique marine, la partie XIV le développement et le transfert des techniques marines et la partie XV le règlement des différends. L'article 279 prévoit l'obligation de régler les différends par des moyens pacifiques. La section 2 de la partie XV fixe les procédures obligatoires aboutissant à des décisions obligatoires;

k) La partie XVI contient les dispositions générales. L'article 301 traite de l'utilisation des mers à des fins pacifiques. La partie XVII contient les dispositions finales.

La Convention comporte les annexes suivantes :

- I. Grands migrants;
- II. Commission des limites du plateau continental;
- III. Dispositions de base régissant la protection, l'exploration et l'exploitation;
- IV. Statut de l'Entreprise;
- V. Conciliation;
- VI. Statut du Tribunal international du droit de la mer;
- VII. Arbitrage;
- VIII. Procédure spéciale d'arbitrage;
- IX. Participation d'organisations internationales.

Membres

La Convention est ouverte à la signature de tous les Etats et des organisations internationales ainsi que des organismes cités à l'article 305. La Convention est soumise à ratification ou confirmation officielle et adhésion. Les instruments pertinents sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

Date d'adoption	10/12/1982
Lieu d'adoption	Montego Bay
Date d'entrée en vigueur	Non encore en vigueur
Langues	Anglais, arabe, chinois, espagnol, français, russe
Dépositaire	Le Secrétaire général des Nations Unies

Signataires

CONVENTION REGIONALE POUR LA CONSERVATION DU MILIEU MARIN DE LA MER ROUGE ET DU GOLFE D'ADEN

Objectif

Assurer l'utilisation rationnelle par l'homme des ressources biologiques et minérales de la mer et des zones côtières pour le plus grand bien des générations présentes tout en préservant les ressources potentielles de l'environnement de manière à satisfaire les besoins et les aspirations des générations futures.

Dispositions

a) Les Parties contractantes coopèrent à la rédaction de protocoles aux fins d'application de la Convention (article III, 2), fixent des normes, lois et réglementations nationales et s'efforcent d'harmoniser leurs politiques nationales (article III, 3) et coopèrent avec les organisations internationales, régionales et sous-régionales compétentes en vue d'établir et d'adopter des normes, pratiques recommandées et procédures régionales;

b) Les Parties contractantes préviennent, réduisent et combattent la pollution par les navires (article IV), la pollution causée par les matières déversées par les navires et les aéronefs (article V), la pollution d'origine tellurique (article VI), la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du fond de la mer territoriale, du plateau continental et de son sous-sol (article VII) et la pollution résultant d'autres activités de l'homme (article VIII);

c) Les Parties contractantes coopèrent pour faire face aux situations critiques causées par la pollution (article IX), dans le domaine de la science et de la technique (article X) ainsi qu'à la formulation et à l'adoption de règles concernant la responsabilité civile et la réparation des dommages causés par la pollution (article XIII);

d) Il est créé une organisation régionale pour la préservation de l'environnement de la mer Rouge et du golfe d'Aden (article XVI), composée des organes suivants :

a) Un conseil comprenant un représentant de chacune des Parties contractantes;

b) Un secrétariat général;

c) Un comité pour le règlement des différends.

Membres

La Convention et le Protocole relatif à la coopération régionale en matière de lutte contre la pollution par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique sont ouverts à la signature, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion des gouvernements invités à prendre part à la Conférence régionale de plénipotentiaires sur la préservation du milieu marin et des zones côtières de la mer Rouge et du golfe d'Aden, qui s'est tenue à Djeddah du 13 au 15 février 1982.

Toute Partie qui a ratifié, accepté ou approuvé la Convention ou qui y a adhéré est réputée l'avoir fait aussi à l'égard du Protocole et tout Etat membre de la Ligue arabe a le droit d'adhérer à la Convention.

Date d'adoption	14/2/1982
Lieu d'adoption	Djeddah
Date d'entrée en vigueur	Non encore en vigueur
Langue	Arabe
Dépositaire	Arabie saoudite

Signataires

Arabie saoudite	14/2/1982
Jordanie	14/2/1982
Palestine, représentée par l'Organisation de libération de la Palestine	14/2/1982
Somalie	14/2/1982
Soudan	14/2/1982
Yémen	14/2/1982
Yémen démocratique	14/2/1982

PROTOCOLE CONCERNANT LA COOPERATION REGIONALE EN MATIERE DE LUTTE CONTRE LA POLLUTION PAR LES HYDROCARBURES ET AUTRES SUBSTANCES NUISIBLES EN CAS DE SITUATION CRITIQUE*

Objectif

Renforcer les mesures appropriées pour faire face aux situations critiques dues à la pollution, aux niveaux national et régional.

Dispositions

a) Les Parties contractantes coopèrent à la lutte contre la pollution par les hydrocarbures et autres substances nuisibles, et entretiennent et développent leurs dispositifs d'intervention en cas de situation critique (articles II et X);

b) Les Parties contractantes établissent un centre d'assistance mutuelle en cas de situation critique, qui recueille et communique les renseignements relatifs aux questions qui font l'objet du Protocole et qui les aide à rédiger les lois et règlements, les dispositifs d'intervention en cas de situation critique et les procédures de transport, à transmettre les rapports concernant les cas de situation critique pour le milieu marin et à encourager et développer les programmes de formation en vue de la lutte contre la pollution (article III);

c) Tout Etat contractant qui a besoin d'une assistance pour faire face à une situation critique pour le milieu marin peut demander l'assistance d'une autre Partie contractante, soit directement, soit par l'intermédiaire du Centre (article XI);

d) Chacune des Parties contractantes établit et maintient un service compétent pour s'acquitter de ses obligations (article XII);

e) Les Parties contractantes coopèrent dans le cadre du présent Protocole en échangeant les renseignements pertinents (articles V, VI, VII et VIII).

Membres

Tout Etat qui est habilité à devenir Partie à la Convention régionale pour la préservation du milieu marin de la mer Rouge et du golfe d'Aden est automatiquement habilité à devenir Partie au présent Protocole.

Date d'adoption	14/2/1982
Lieu d'adoption	Djeddan
Date d'entrée en vigueur	Non encore en vigueur
Langue	Arabe
Dépositaire	Arabie saoudite

Signataires

Arabie saoudite	14/2/1982
Jordanie	14/2/1982
Palestine, représentée par l'Organisation de libération de la Palestine	14/2/1982
Somalie	14/2/1982
Soudan	14/2/1982
Yémen	14/2/1982
Yémen démocratique	14/2/1982

PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION EUROPEENNE SUR LA PROTECTION DES ANIMAUX EN TRANSPORT INTERNATIONAL

Objectif

Permettre à la Communauté européenne (CEE) de devenir Partie contractante à la Convention.

Dispositions

- a) La CEE peut devenir Partie contractante à la Convention en signant celle-ci;
- b) Dispositions concernant la situation de la CEE en cas de différends entre les Parties contractantes.

Membres

Ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui ont signé la Convention. Les Etats qui ont adhéré à la Convention peuvent également adhérer au Protocole additionnel.

* Relatif à la Convention régionale pour la préservation de l'environnement marin de la mer Rouge et du golfe d'Aden.

Date d'adoption	10/5/1979
Lieu d'adoption	Strasbourg
Date d'entrée en vigueur	Non encore en vigueur
Langues	Anglais, français
Dépositaire	Conseil de l'Europe

Etats signataires

Allemagne, République fédérale d'	Italie
Autriche	Luxembourg
Belgique	Portugal
Chypre	Pays-Bas
Danemark	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
France	Suède
Grèce	Suisse
Irlande	

TRAITE SUR LES PRINCIPES REGISSANT LES ACTIVITES DES ETATS EN MATIERE
D'EXPLORATION ET D'UTILISATION DE L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE, Y
COMPRIS LA LUNE ET LES AUTRES CORPS CELESTES

Objectif

Etablir un régime juridique international pour l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique.

Dispositions

a) L'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique sont du domaine de l'humanité tout entière (article I) et ne peuvent devenir la propriété d'un Etat en particulier (article II);

b) Les Etats parties s'abstiennent de placer des objets porteurs d'armes nucléaires ou d'autres armes de destruction massive dans l'espace extra-atmosphérique et utilisent la Lune et les autres corps célestes à des fins exclusivement pacifiques (article IV);

c) Les Etats parties assument la responsabilité internationale des activités nationales qu'ils exercent dans l'espace extra-atmosphérique (article VI) et sont tenus responsables au niveau international des dommages qu'ils peuvent causer aux autres Etats parties (article VII);

d) Les Etats parties évitent de contaminer l'espace extra-atmosphérique par des substances nocives et de provoquer des modifications nuisibles à l'environnement de la planète par l'introduction de matières extra-terrestres (article IX).

Membres

Ouvert à tous les Etats.

Date d'adoption	27/1/1967
Lieu d'adoption	Washington, Londres, Moscou
Date d'entrée en vigueur	10/10/1967
Langues	Anglais, chinois, espagnol, français, russe
Dépositaires	Etats-Unis d'Amérique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et Union des Républiques socialistes soviétiques

Parties et dates d'entrée en vigueur

Afrique du Sud	30/9/1968
Allemagne, République fédérale d'	10/2/1971
Arabie saoudite	17/12/1976
Argentine	26/3/1969
Australie	10/10/1967
Autriche	26/2/1968
Bahamas	13/8/1976
Barbade	12/9/1968
Belgique	30/3/1973
Brésil	5/3/1969
Bulgarie	10/10/1967
Birmanie	18/3/1970
Canada	10/10/1967
Chili	8/10/1981
Chine	24/7/1970
Chypre	5/7/1972
Danemark	10/10/1967
Egypte	10/10/1967
El Salvador	15/1/1969
Equateur	7/3/1969
Espagne	7/12/1968
Etats-Unis d'Amérique	10/10/1967
Fidji	18/7/1972
Finlande	10/10/1967
France	5/8/1970
Haute-Volta	18/6/1968
Hongrie	10/10/1967
Inde	18/1/1982
Irlande	17/7/1968
Islande	5/2/1968
Israël	18/2/1977
Italie	4/5/1972
Jamahiriya arabe libyenne	3/7/1968
Jamaïque	6/8/1970
Japon	10/10/1967
Koweït	7/6/1972
Liban	30/6/1969

Madagascar	22/8/1968
Maroc	22/12/1967
Maurice	7/4/1969
Mexique	31/1/1968
Népal	22/11/1967
Niger	10/10/1967
Norvège	1/7/1969
Nouvelle-Zélande	31/5/1968
Ouganda	24/4/1968
Pakistan	8/4/1968
Papouasie-Nouvelle-Guinée	16/3/1981
Pays-Bas*	10/10/1969
Pérou	21/3/1979
Pologne	30/1/1968
République de Corée	13/10/1967
République démocratique populaire lao	29/11/1972
République dominicaine	21/11/1968
Roumanie	9/4/1968
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord**	10/10/1967
Saint-Marin	29/10/1968
Sierra Leone	10/10/1967
Singapour	10/9/1976
Suède	11/10/1967
Suisse	18/12/1969
Tchécoslovaquie	10/10/1967
Thaïlande	10/9/1968
Tonga	7/7/1971
Tunisie	17/4/1968
Turquie	27/3/1968
Union des Républiques socialistes soviétiques	10/10/1967
Uruguay	31/8/1970
Venezuela	3/3/1970
Viet Nam	20/6/1980
Zambie	20/8/1973

* Etendu à Suriname et aux Antilles néerlandaises.

** Etendu à Antigua, Dominique, Grenade, Saint-Christophe-et-Nièves et Anguilla et Sainte-Lucie, ainsi qu'aux territoires placés sous la souveraineté territoriale du Royaume-Uni, à Brunei, au Swaziland et au Protectorat britannique des îles Salomon.